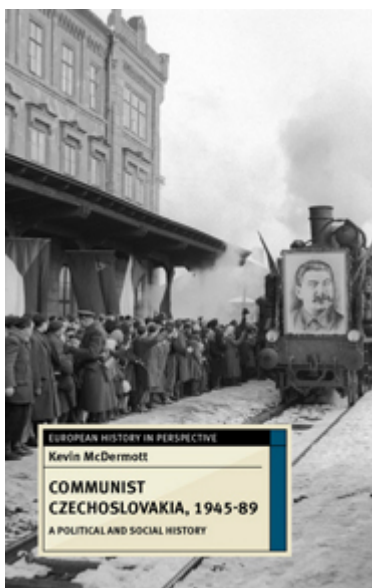


Kevin McDermott, *Communist Czechoslovakia, 1945-1989. A Political and Social History*, Palgrave Macmillan, New York et Londres, 2015.

Michel Christian



Plus d'un quart de siècle après la chute du régime communiste, il n'existait aucun ouvrage de synthèse sur l'histoire de la Tchécoslovaquie entre 1945 et 1989. C'est ce manque criant que vient admirablement combler l'ouvrage de l'historien britannique Kevin McDermott. Plus qu'une synthèse, ce dernier propose surtout une approche critique de l'historiographie traditionnelle qui, en se focalisant sur les processus politiques et leurs principaux acteurs, favorise une conception manichéenne de l'histoire de la période réduisant les régimes communistes à leur dimension répressive. Tout en rendant justice à ses apports, Kevin McDermott souligne en même temps les limites de cette historiographie et propose à cette fin un bilan de la recherche en histoire sociale telle qu'elle s'est peu à peu développée depuis 1989. Ce travail se limite certes aux historiographies anglophone et tchéco-phonie, laissant

ainsi de côté toute l'historiographie germanophone pourtant essentielle¹. Son ouvrage n'en apporte pas moins de la visibilité et de la cohérence aux travaux de toute une génération de jeunes chercheurs et chercheuses, dans des pays où la vision officielle du communisme reste encore dominée par une approche totalitaire simpliste. Il encourage ainsi à relire l'histoire de ces régimes en les considérant comme des phénomènes sociaux et en cherchant ailleurs que dans la pure contrainte les raisons de leur étonnante capacité à durer.

Dans l'introduction de son livre, Kevin McDermott affirme chercher à « intégrer l'histoire politique conventionnelle et la "nouvelle" histoire sociale en donnant la priorité à la fluidité et aux interactions dans les relations entre État et société en Tchécoslovaquie à l'époque communiste » (p. 15). Fidèle à cette vision intégratrice, il reprend à son compte les questions posées par l'histoire politique et longuement débattues depuis cinquante ans : celle du caractère indigène ou exogène du communisme tchécoslovaque et celle du poids des puissances étrangères dans l'histoire de ce petit pays qui n'aurait été qu'un jouet entre les mains des grandes

¹ Voir les travaux de Peter Heumos pour l'histoire sociale du monde ouvrier, ceux d'Eva Schmidt-Hartmann pour les évolutions politiques longues, ceux de Thomas Weiser sur le parti communiste ou encore ceux de Jan Pauer sur les événements de 1968-1970.

puissances. À ces deux questions, il en ajoute cependant deux autres, davantage portées par les historiens du social depuis 1989 : la question de la résistance et du consentement – une dichotomie qu’il appelle à dépasser – et celle de la nature du parti et de l’État, qu’il invite à chercher moins dans les décisions elles-mêmes que dans la manière dont elles sont mises en œuvre.

L’ouvrage possède plusieurs points forts, qui en font plus qu’un simple manuel. Tout d’abord, il fournit un bilan critique d’une historiographie souvent aussi ancienne que les faits eux-mêmes dont elle rend compte (que l’on pense au Coup de Prague ou au Printemps de Prague). Ensuite, il entreprend une déconstruction systématique des mythes nationaux essentiellement tchèques qui ont souvent eu des prolongements dans l’historiographie de la Tchécoslovaquie, y compris étrangère. Enfin, il s’efforce de donner à la Slovaquie la place qu’elle mérite dans le récit historique tchécoslovaque. Cela est d’autant plus remarquable que depuis la séparation de 1993, les historiens tchèques et slovaques ont de plus en plus tendance à n’écrire l’histoire de la Tchécoslovaquie que de leur propre point de vue national.

L’ouvrage s’organise selon un plan chronologique conventionnel. Dans l’introduction, Kevin McDermott revient sur l’histoire de la Première et de la Deuxième Républiques (1918-1938 et 1938-1939) en faisant un bilan équilibré de l’historiographie la plus récente, qui met en évidence les limites politiques et sociales de la démocratie tchécoslovaque. Il revient de même sur l’histoire du Parti communiste de Tchécoslovaquie (PCT) avant 1945 en insistant sur son caractère pluriel et déjà enraciné dans les sociétés tchèques et slovaques.

Faire commencer le récit en 1945 constitue en soi un manifeste car dans la version officielle dominante aujourd’hui, la Tchécoslovaquie communiste ne serait née qu’avec le Coup de Prague en 1948. Cette périodisation est pourtant pleinement justifiée : ce sont les conséquences de la guerre (régions vidées de leurs populations expulsées comme les Sudètes, brassage social, épuration économique et politique) qui ont fait la popularité d’un programme politique radical comme celui du PCT. C’est aussi dès 1943 que l’URSS se place au centre de la politique extérieure tchécoslovaque menée par Edvard Beneš, et non par les communistes. L’ingérence soviétique telle qu’elle apparaît en 1947 avec le refus du plan Marshall se situe donc moins en rupture qu’en continuité avec les années qui ont précédé. Enfin, jusqu’en 1948, le PCT de Klement Gottwald n’a pas de stratégie préétablie : il ne fait qu’exploiter avec succès le système politique du « Front national » conjointement établi et légitimé avec les partis libéraux ou social-démocrates. Le slogan d’une « voie tchécoslovaque vers le socialisme » reste vague, mais efficace : il joue avec succès sur la corde nationale tout en restant ouvert à une pluralité de stratégies possibles.

Dans le chapitre suivant, Kevin McDermott décrit les années de « stalinisme » (1948-1953) pendant lesquelles le régime a établi ses fondements. Il reconnaît le poids de la guerre froide et celui de la socialisation des dirigeants communistes dans la mise au pas de la société et la recherche effrénée d’ennemis de l’intérieur, qui entraîne une vague de procès politiques, de vastes expropriations, l’internement dans des camps et le travail forcé à grande échelle. Mais il insiste aussi sur l’étendue et la diversité des groupes qui ont participé ou consenti à cette violence d’État, sans oublier les manifestations de défiance, y compris dans les rangs du parti, qui n’ont jamais cessé

d'exister. En outre, la « construction du socialisme » touche tous les secteurs, mais elle n'est pas immédiate et reste souvent sujette à improvisation : Gottwald poursuit ainsi l'élargissement de la base du PCT après février 1948 et il n'y a jamais eu de politique culturelle coordonnée à destination des artistes. Dans les entreprises, les solidarités ouvrières héritées, tout comme les stratégies individuelles (*turn over* et absentéisme), permettent de contourner les campagnes productivistes. En revanche, ces années de « stalinisme » marquent pour les Slovaques la fin de tout espoir d'autonomie. Ce contexte produit son lot de résistances, parfois dirigées directement contre le régime, mais le plus souvent nées en réaction aux conditions de vie et de travail provoquées par la « construction du socialisme » : c'est ce qu'expriment notamment les émeutes de Plzeň en juin 1953.

Au « stalinisme » des années 1948 à 1953 succèdent entre 1953 et 1967 des années de « crise sociale et de réforme limitée », incarnées par la figure d'Antonín Novotný. Kevin McDermott révisé l'image d'une période qui se serait réduite à une attente du Printemps de Prague et dont l'étude ne serait qu'un prétexte à en chercher les « origines ». Il en dévoile au contraire les ambivalences. D'un côté, le régime opère une « déstalinisation avortée » et une réhabilitation à la fois lancée et freinée par des dirigeants personnellement impliqués dans les crimes de la période précédente. Ces derniers, pris à partie par les intellectuels et les étudiants, sont aussi remis en question en interne par des appels à la réforme économique et politique, ainsi que par la montée de revendications autonomistes slovaques. D'un autre côté, le régime parvient à créer avec la population un terrain commun autour de valeurs comme l'autorité, l'égalité et la nation, ce qui explique de manière convaincante l'absence de soulèvement en 1956. À ces valeurs s'ajoute de plus en plus celle de la prospérité et même du consumérisme. Autant de données que Kevin McDermott invite à garder à l'esprit pour comprendre les décennies qui vont suivre.

Dans le chapitre consacré au « Printemps » qu'il qualifie de « tchécoslovaque », pour rendre justice à sa double dimension tchèque et slovaque, l'auteur rappelle que le programme de réformes porté par Alexander Dubček n'a jamais été cohérent ni homogène. La libéralisation, qui reste certes celle d'un régime communiste, n'en a pas moins permis la floraison d'une myriade d'organisations et l'entrée en scène d'un nouvel acteur, l'opinion publique. Il souligne ensuite la précocité avec laquelle l'URSS et ses alliés se sont inquiétés de la situation en Tchécoslovaquie : l'intervention est une option présente dès janvier 1968, même si Brejnev aurait privilégié une solution politique. Succès technique, l'intervention d'août 1968 est un échec politique, puisqu'elle n'entraîne pas le départ de Dubček. Mais la présence de troupes soviétiques et les pressions croissantes que Dubček subit en font un acteur malgré lui d'une « normalisation » que son successeur, Gustav Husák va achever en arrivant au pouvoir en 1969. Épisode politique central, ce « printemps tchécoslovaque » n'est presque jamais étudié comme un phénomène social. Ce déficit historiographique se reflète y compris dans le récit, focalisé sur les hautes sphères politiques, que Kevin McDermott fait des événements. On peut regretter par exemple que l'échelle locale soit délaissée ou que les milieux et les groupes sociaux, les générations, les régions ou encore le clivage entre ville et campagne n'apparaissent pas davantage.

C'est dans le chapitre suivant, consacré à la « normalisation au quotidien » que Kevin McDermott présente les résultats des recherches les plus récentes et les plus

stimulantes. La normalisation entraîne une vaste épuration politique et économique. La peur et la menace se maintiennent, mais au service d'une « répression civilisée » qui touche en priorité les milieux intellectuels – une évolution loin d'être exclusivement tchécoslovaque. Longtemps interprétée comme une forme de « contrat social » par lequel le régime obtient la soumission politique des citoyens en contrepartie d'un certain niveau de vie, d'un logement et de biens de consommation, la normalisation a récemment été relue aux prismes d'un « *way of life* socialiste » désirable en soi, centré sur la sphère familiale et privée, les loisirs et la consommation, et encourageant moins la soumission que la dépolitisation de l'espace public, un phénomène fort bien incarné par le petit cabanon de campagne (*chata*) que rejoignaient les familles chaque week-end. Cette forme de « citoyenneté privatisée » s'observe particulièrement en Slovaquie – devenue république depuis 1969 – où les progrès économiques donnent un accès étendu à ce nouveau mode de vie. Le régime se maintient aussi grâce à la « zone grise », ce groupe social qui collabore avec le régime sans forcément le soutenir, mais sans verser dans l'opposition. La dissidence, en effet, reste minoritaire, principalement incarnée par la Charte 77, dans l'ombre de laquelle ont pourtant existé d'autres organisations. Elle reste confinée aux milieux intellectuels et ne devient visible que grâce aux relais qu'elle trouve à l'Ouest et à la condamnation hystérique dont elle fait l'objet à l'Est. Elle ne touche pas l'immense majorité de la population, mais elle demeure un modèle d'organisation potentiel qui va se révéler décisif en 1989.

Dans un dernier chapitre, l'auteur analyse la « chute du communisme ». Il en voit les causes dans une combinaison entre crise économique, renforcement de la dissidence et surtout divisions au sein même du PCT, des suites de la *glasnost* et de la *perestroïka*. Il met en évidence l'émergence de nouveaux mouvements contestataires portés par une jeune génération socialisée depuis 1970. S'interrogeant sur le caractère « multiple » de cette révolution, il atténue beaucoup l'importance des revendications autonomistes slovaques – de fait inexistantes en 1989 – déplaçant ainsi la genèse du divorce tchéco-slovaque sur les années 1991 à 1993. Il insiste au contraire sur l'esprit « socialiste » souvent oublié de cette révolution : les revendications en faveur de la démocratie, des droits de l'homme ou de l'initiative individuelle n'étaient pas contradictoires avec la propriété collective des moyens de production ou avec des valeurs égalitaristes mis en œuvre par un État social développé. C'est une illusion rétrospective que de voir dans la révolution de 1989 l'expression d'un irrépressible désir de rejoindre le club des pays capitalistes et libéraux.

Dans sa conclusion, l'ouvrage s'ouvre sur une perspective plus normative : faut-il ou non laisser cette période « dans les poubelles de l'histoire » ? En premier lieu, Kevin McDermott rappelle les ressorts sociologiques de la longévité d'un régime qui a su laisser des espaces d'accommodements à de larges pans de la société. Il souligne également le rôle des individus dans des organisations dont ils restent en dernière instance toujours acteurs. L'historiographie de la Tchécoslovaquie communiste – tout comme celle de la RDA, citée à bon escient par l'auteur – constitue donc une leçon de sociologie politique. Ensuite, il met en évidence les capacités d'inventivité politique des acteurs, lesquels ont, avec le programme des réformateurs de 1968, pensé une forme inédite de synthèse entre socialisme et démocratie. Enfin, plutôt que de rejeter le communisme hors de notre héritage européen, Kevin McDermott appelle à le considérer non comme une forme aberrante mais comme une forme différente de



Histoire@Politique, « Comptes rendus – ouvrages », www.histoire-politique.fr
Mis en ligne le 19 septembre 2016

modernité, avec ses dimensions négatives, mais aussi avec ses capacités ambivalentes à créer du consensus. C'est cela en définitive qui permet de rendre compte des phénomènes de nostalgie qui se manifestent aujourd'hui, dans les sociétés tchèque et particulièrement slovaque, mais aussi dans celles des autres pays d'Europe centrale.

Avec cette synthèse magistrale – à peine écornée par l'absence de l'historiographie germanophone – Kevin McDermott rend un service inestimable à toute personne qui souhaiterait se familiariser rapidement et exhaustivement avec l'histoire de la Tchécoslovaquie communiste.